

BRÉSIL - Crime

Affrontements dans une prison, au moins 25 morts

AFP
(SAO PAULO/Brésil)

Au moins 25 détenus ont été tués dimanche au cours d'affrontements entre factions rivales dans une prison de l'Etat de Roraima, dans le nord du Brésil, a annoncé le site d'information G1 citant des sources officielles. Parmi les détenus tués au cours de ces affrontements survenus au pénitencier agricole de Monte Cristo à Boa Vista, capitale

de l'Etat de Roraima limitrophe avec le Venezuela, sept ont été décapités et six autres brûlés vifs, a déclaré à G1 un haut responsable des opérations spéciales de la police. La police a mis fin aux troubles, a-t-il dit. Un responsable de l'Etat de Roraima, Uziel Castro, a expliqué qu'environ cent parents de détenus avaient été pris comme otages lors de ces affrontements survenus dans l'après-midi, durant les horaires de visite des familles.

Les heurts sont intervenus lorsque des prisonniers d'un pavillon ont envahi une autre aile de cette prison de Boa Vista, distante de 3.400 kilomètres de Rio de Janeiro. Les mutins ont exigé la présence d'un juge d'un tribunal pénal, mais des membres des forces spéciales de la police sont entrés dans l'enceinte de la prison, ont libéré les otages, en majorité des mères de détenus, et maté la révolte en fin de journée. Les prisonniers étaient

armés de couteaux et de morceaux de bois, a raconté à G1 l'épouse de l'un d'eux, qui se trouvait à l'intérieur de la prison quand la rixe meurtrière a débuté. Une syndicaliste a mis en cause le mauvais état des établissements pénitentiaires. Ce qui s'est passé "reflète le désintérêt du gouvernement de l'Etat (de Roraima) pour ce sujet, car il n'y a pas d'équipements de sécurité, le personnel est en nombre insuffisant et les agents travaillent à

la limite de leurs capacités", a déclaré au quotidien local Folha de Boa Vista la présidente du syndicat des personnels pénitentiaires du Roraima, Joana Moura. Les mutineries et les violences sont très fréquentes dans le système pénitentiaire du Brésil. Des organisations de défense des droits de l'homme alertent régulièrement les autorités sur les conditions de détention déplorables qui prévalent souvent dans les établissements brésiliens.

ALLEMAGNE - Accident

Des disparus et des blessés après une explosion chez le chimiste BASF

AFP
(FRANCFORT/Allemagne)

Plusieurs personnes ont été blessées et d'autres étaient portées disparues lundi après une explosion d'origine indéterminée sur un site du géant de la chimie BASF, dans le port de Ludwigshafen dans l'ouest de l'Allemagne. "L'explosion suivie d'incendies est intervenue lors de travaux sur un système de pipelines", a indiqué le groupe allemand dans un communiqué, faisant état,

tout comme la ville de Ludwigshafen, de "plusieurs personnes blessées et d'autres encore portées disparues". Ni les autorités, ni l'entreprise n'étaient en mesure de fournir un bilan plus précis en début d'après-midi alors que l'incident a eu lieu vers 09H30 GMT. Les causes de la déflagration n'ont pas été déterminées dans l'immédiat, selon BASF. Les opérations de "vapocraquage" sur place, un procédé utilisé dans l'industrie chimique, ont été arrêtées, selon la même source. L'entreprise n'a pas non plus indiqué quels types de

produits chimiques circulaient dans les canalisations touchées par l'explosion. Les autorités locales ont appelé les populations voisines du quartier de Edigheim "à éviter de rester à l'extérieur et à garder portes et fenêtres fermées" et les jardins d'enfants et écoles ont reçu pour instruction de garder leurs élèves à l'intérieur.

•**FUMÉE NOIRE** La police locale a elle fait état d'un incendie d'ampleur sur le site et des images diffusées sur les réseaux sociaux montraient une épaisse colonne de fumée noire s'éle-

vant au-dessus du port fluvial situé sur le Rhin, à 80 km environ au sud de Francfort. Outre les secours terrestres, un navire des pompiers a été déployé sur les lieux, selon la mairie. Sur son compte Twitter, la ville a fait aussi savoir que des habitants se plaignaient d'irritations des voies respiratoires. Des numéros de téléphone d'urgence ainsi qu'un lieu d'information pour les habitants ont été mis en place par l'entreprise allemande. Le site industriel de Landeshafen Nord où l'explosion a eu lieu traite, selon l'agence allemande DPA,

environ 2,6 millions de tonnes de gaz, liquides inflammables et gaz liquéfiés chaque année. Ce site est un important fournisseur de matières pour les activités de l'entreprise. Ludwigshafen, ville de quelque 160.000 habitants, abrite le siège du chimiste BASF ainsi que des sites industriels du groupe. L'entreprise y emploie quelque 36.000 personnes, selon la mairie. Le groupe travaille aussi bien dans le secteur pétrochimique que la production de plastiques, de produits agricoles et d'entretien.

AFRIQUE DU SUD/Politique

Guerre ouverte au sein de l'ANC au pouvoir

AFP
(JOHANNESBURG/Afrique du Sud)

Cette fois, la guerre est déclarée. Jusque-là confiné aux coulisses, le conflit qui oppose le président sud-africain Jacob Zuma à son ministre des Finances Pravin Gordhan a éclaté au grand jour et menace désormais de faire éclater le parti au pouvoir. Vendredi, c'est une bombe qu'a lâchée M. Gordhan, présenté par ses partisans comme un "M. Propre" de la politique sud-africaine. Dans une déposition écrite devant la justice, il a dévoilé plus de 70 transactions considérées comme "suspectes" de la sulfureuse famille Gupta, dont les liens de proximité avec M. Zuma nourrissent toutes les allégations de corruption et d'influence. Les sommes mises en cause sont énormes: pas moins de 6,8 milliards de rands (433 millions d'euros). L'initiative du ministre a sonné comme une contre-

attaque à sa mise en accusation quelques jours plus tôt par le parquet général, qui lui reproche d'avoir favorisé les conditions du départ à la retraite d'un de ses collaborateurs. La déposition de Pravin Gordhan a provoqué une onde de choc dans les rangs du Congrès national africain (ANC), qui tient les rênes de l'Etat depuis 1994 et la fin de l'apartheid. Samedi, le ministre a enregistré un soutien de poids, celui de Cyril Ramaphosa, vice-président sud-africain et candidat potentiel à la succession de M. Zuma en 2019. "J'assure le ministre Gordhan de mon soutien face aux charges qui pèsent contre lui", a-t-il déclaré. Le ministre de la Santé, Aaron Motsoaledi, ou encore Jackson Mthembu, le chef des députés ANC au Parlement, se sont également rangés derrière Pravin Gordhan. •**CRISE GRAVE** "Des gens à l'ANC commencent à comprendre la gravité de la crise dans laquelle le pays est plongé. Ils tentent de protéger l'intégrité de l'Etat", estime auprès de l'AFP Prince Mashele, ana-

lyste politique et professeur à l'université de Pretoria, qui décrit le soutien de M. Ramaphosa comme "une révolution". L'opposition, bien sûr, n'est pas en reste. Le parti de gauche radicale des Combattants pour la liberté économique (EFF) a rejoint M. Gordhan en portant plainte dimanche contre les Gupta et un de leurs proches, le ministre des Mines, pour "corruption, vol, fraude, blanchiment d'agent et racket". "Il est temps pour ces députés ANC et les ministres qui réservent leurs citations aux journaux du dimanche de faire entendre leurs voix", a réclamé de son côté l'Alliance Démocratique, le principal parti d'opposition, appelant au départ de M. Zuma. Si elles semblent avoir atteint un nouveau sommet, ces fractures au sein de l'ANC ne sont pas nouvelles. Depuis son retour à la tête du portefeuille des finances en décembre, Pravin Gordhan s'oppose frontalement au chef de l'Etat et à ses fidèles sur la gestion des entreprises pu-

bliques, au cœur de plusieurs scandales impliquant le pouvoir. En avril dernier, lorsque Jacob Zuma avait été condamné à rembourser l'argent public utilisé pour rénover sa propriété privée, Pravin Gordhan n'avait pas hésité à lui reprocher de "s'éloigner de son devoir de servir le peuple". •**DÉGÂTS** "Nous n'avons jamais vu un tel niveau de divisions au sein de l'ANC et du gouvernement depuis l'arrivée au pouvoir de Zuma", en 2009, s'inquiète aujourd'hui Susan Booysen, analyste politique à l'université du Witwatersrand de Johannesburg. "Tant de dégâts ont été provoqués en essayant de garder Zuma au pouvoir à tout prix. Ni l'ANC, ni l'Afrique du Sud n'en sortent gagnants", ajoute-t-elle. Ces tensions et la perspective d'un éventuel renvoi de M. Gordhan agitent déjà les marchés financiers, qui s'inquiètent d'une éventuelle dégradation de la note souveraine de la dette sud-africaine par les

agences de notation en décembre. Depuis plusieurs mois, les mauvaises nouvelles s'acharnent sur le président Zuma, dont le mandat s'achève en 2019. La croissance de l'économie fait du surplace, le chômage s'obstine à frapper plus du quart de la population active et la contestation, souvent violente, s'est emparée des campus universitaires. Pour l'heure, le chef de l'Etat bénéficie toujours du soutien d'une majorité de députés de l'ANC. Mais pour combien de temps? Repoussée in extremis la semaine dernière par une action en justice, la publication du rapport de la médiatrice de la République sur ses liens avec les Gupta risque fort de prolonger l'instabilité à la tête du pays. "Les choses sont particulièrement imprévisibles", notait lundi Peter Attard Montalto, analyste à la banque Nomura, "car le principal protagoniste, le président Zuma, est affaibli et n'a plus d'autre stratégie que celle de la terre brûlée".

L'Afrique en bref

•RDCONGO- Conflit-Éducation

Grève dans des écoles de l'est en mémoire d'enseignants et d'élèves tués. Le syndicat des enseignants de la ville de Butembo a décrété lundi une grève de deux jours à la mémoire de deux enseignants et deux élèves tués samedi par une roquette tirée sur une école, dans cette région troublée de l'est de la République démocratique du Congo. Samedi, une vingtaine d'adeptes d'une secte locale appelée "Corps du Christ", munis d'armes blanches et de gris-gris, ont voulu se rendre en délégation à la mairie de Butembo, dans la province congolaise du Nord-Kivu (est), a-t-on appris de sources concordantes. Une patrouille des Forces armées de la RDC (FARDC) les a interceptés à la hauteur d'une école secondaire. Des heurts ont alors éclaté et une roquette a été tirée en direction de l'école.

•MALI-Éducation-Paix

Une cérémonie d'ouverture de écoles s'est déroulée lundi à Kidal, fief de l'ex-rébellion à dominante touareg dans le nord-est du Mali, en présence du gouverneur nommé par l'Etat, une première depuis plus de deux ans. "Ce lundi, après des années de fermeture, les écoles ont ouvert leurs portes en présence du gouverneur de la région" et les salles de cours ont été ornées du drapeau national, symbole de l'Etat malien jusqu'à présent absent de la ville, a déclaré à l'AFP Oumar Maïga, un enseignant contacté par téléphone.

Le monde en bref

•BRÉSIL-Prison-Rébellion

Au moins huit détenus sont morts lundi lors d'affrontements entre factions rivales dans une prison de l'Etat de Rondonia (nord-ouest du Brésil), au lendemain de violences dans un pénitencier de l'Etat du Roraima (nord) qui a fait 10 morts, selon un bilan revu à la baisse de la police. "En principe il y a huit morts mais les corps sont carbonisés et il faut que l'Institut médico légal confirme", a déclaré à l'AFP un responsable local de la police de l'Etat de Rondonia, frontalier avec la Bolivie, à propos des affrontements de lundi. Ces derniers sont liés à ceux de dimanche au pénitencier agricole de Monte Cristo à Boa Vista, capitale de l'Etat de Roraima limitrophe avec le Venezuela, qui ont fait 10 morts.